

# ACCORD D'EXPLOITATION DE LA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE DE ECOMSPACES, LLC

Cet accord d'exploitation multi-membres de LLC ("Accord") représente ECOMSPACES, LLC qui a été créée dans l'État de Géorgie le 23 septembre 2019 ("Société").

**2 membres** initiaux de la Société et leur participation respective :

**Maire Bavarday Rosa** , du 600 Bronner Brothers way SW, Atlanta, Georgia, 30310, qui détient 50 % de la société et,

**Nicolas Troplent** , du 600 Bronner Brothers Way SW, Atlanta, Géorgie, 30310, qui détient 50 % des parts de la société.

CONSIDÉRENT QUE le ou les membres souhaitent créer une société à responsabilité limitée en vertu des lois de l'État de Géorgie et énoncent les conditions de fonctionnement de la société et la relation entre le ou les membres.

PAR CONSÉQUENT, compte tenu des engagements mutuels énoncés dans les présentes et d'autres contreparties valables, dont la réception et la suffisance sont reconnues par les présentes, le(s) Membre(s) et la Société conviennent de ce qui suit :

## 1. Nom et lieu d'affaires principal.

Le nom de la Société est ECOMSPACES, LLC, dont le principal établissement est situé au 600 Bronner Brothers Way SW, Atlanta, Géorgie, 30310. L'adresse postale doit être la même que celle du principal établissement.

## 2. Agent enregistré.

Le nom de l'agent enregistré est Maire Bavarday Rosa dont le siège social est situé au 600 Bronner Brothers Way SW, Atlanta, Géorgie, 30310 pour la signification de la procédure à compter du 5 juin 2021 ("Agent enregistré"). L'Agent enregistré peut changer à tout moment par la Société déposant un amendement auprès du Secrétaire d'État, ou du bureau respectif, dans l'État de Géorgie.

## 3. Création.

La société a été créée le 23 septembre 2019, lorsque le ou les membres ont déposé les statuts auprès du bureau du secrétaire d'État conformément à la législation gouvernant les sociétés à responsabilité limitée dans l'État de Géorgie.


## 4. Objectif.

Le but de la Société est de s'engager et de mener à bien une activité licite, et d'exercer toute autre activité en rapport avec ce qui précède, comme le ou les membres le détermineront à leur discrétion.

## 5. Terme.

Le mandat de la Société se poursuivra à perpétuité à compter du dépôt des statuts de la Société tout en se poursuivant jusqu'à sa résiliation en vertu des dispositions énoncées dans les présentes.

## 6. Contributions au capital des membres.

  
status certifiés conformes  
10/10/2022

réparties entre le ou les membres au prorata du pourcentage d'intérêt des membres.

Sauf disposition contraire du présent accord ou autrement requis par la loi, les distributions de recettes en espèces provenant d'opérations sur le capital seront attribuées dans l'ordre de priorité suivant : (a) au(x) membre(s) au prorata de leurs comptes de capital respectifs jusqu'à ce que chaque membre ait reçu des distributions en espèces égales à tout solde positif de leur compte de capital ; puis (b) au(x) membre(s) au prorata du pourcentage d'intérêts des membres.

Il est de l'intention du ou des membres que les attributions en vertu du présent accord soient réputées avoir un « effet économique substantiel » au sens de l'article 704 de l'Internal Revenue Code and Treas. Rég. Article 1.704-1. Si les dispositions du présent Accord sont incompatibles ou en conflit avec l'article 704 du Code ou les Règlements en vertu de celui-ci, l'article 704 du Code et des Règlements sera réputé l'emporter sur les dispositions contraires de celui-ci. Si l'article 704 ou le règlement exige à tout moment que les accords d'exploitation de société à responsabilité limitée contiennent des dispositions qui ne sont pas expressément énoncées dans les présentes, ces dispositions seront incorporées dans le présent accord par référence et seront considérées comme faisant partie du présent accord dans la même mesure que bien qu'ils aient été expressément énoncés ici.

#### 8. Livres, registres et déclarations de revenus.

Le ou les membres, ou leurs délégués, doivent conserver des registres et des livres complets et exacts des transactions de la société conformément aux principes comptables (GAAP) généralement reconnus.

La Société fournira à chaque Membre, dans les soixante-quinze (75) jours suivant la fin de chaque exercice, un rapport annuel de la Société comprenant un bilan, un état des profits et pertes, un état du compte de capital ; et le montant de la part de ce Membre dans les revenus, gains, pertes, déductions et autres éléments pertinents de la Société aux fins de l'impôt fédéral sur le revenu. Le ou les membres souhaitent que la société soit imposée en tant que société de personnes conformément aux dispositions du code des impôts. La Société préparera toutes les déclarations de revenus et de renseignements fédérales, étatiques et locales pour la Société et veillera à ce que ces déclarations de revenus et de renseignements soient déposées en temps opportun. Dans les soixante-quinze (75) jours suivant la fin de chaque exercice, la Société transmettra à chaque personne qui était Membre au cours de l'exercice précédent une copie conforme de la déclaration de renseignements de la Société déposée auprès de l'Internal Revenue Service pour l'exercice précédent an.

Tous les choix requis ou autorisés par la Société en vertu de l'Internal Revenue Code, et la désignation d'un partenaire en matière fiscale conformément à l'article 6231(a)(7) de l'Internal Revenue Code à toutes fins autorisées ou requises par le Code, sera faite par la Société par le vote affirmatif ou le consentement du ou des membres détenant la majorité du pourcentage d'intérêts des membres.

Sur demande, la Société fournira à chaque Membre une liste à jour des noms et adresses de tous les Membres de la Société, et de toute autre personne ou entité ayant un intérêt financier dans la Société.

#### 9. Comptes bancaires.

Tous les fonds de la Société seront déposés au nom de la Société sur un ou plusieurs comptes bancaires choisis par le(s) Membre(s). Les retraits de tout compte bancaire ne doivent être effectués que dans le cours normal des activités de la Société et doivent être effectués sur la signature ou les signatures que le ou les membres peuvent désigner de temps à autre.

#### 10. Gestion de la Société.

la Société. Toutefois, si une action particulière de la Société nécessite le vote ou le consentement d'un autre nombre ou pourcentage de membres conformément au présent accord, un quorum aux fins de prendre une telle action nécessitera un tel autre nombre ou pourcentage de membres ( s). Si un quorum n'est pas atteint, la réunion peut être ajournée de temps à autre sans autre avis, et si un quorum est atteint lors de la réunion ajournée, toute affaire peut être traitée qui aurait pu être traitée lors de la réunion initialement notifiée. Le(s) Membre(s) présent(s) à une réunion dûment organisée peuvent continuer à transiger des affaires jusqu'à l'ajournement, nonobstant le retrait d'un nombre suffisant de Membre(s) pour laisser moins de quorum.

À toutes les assemblées du ou des membres, un membre peut voter par procuration signée par écrit par le membre ou par un fondé de pouvoir dûment autorisé du membre. Cette procuration doit être déposée auprès de la Société avant ou au moment de l'assemblée.

Un membre de la Société qui est présent à une réunion du ou des membres au cours de laquelle une action sur une question est prise est présumé avoir donné son accord à l'action prise, à moins que la dissidence de ce membre ne soit inscrite au procès-verbal de la réunion ou à moins que ce ou ces membres déposent une dissidence écrite à cette action auprès de la personne agissant à titre de secrétaire de la réunion avant l'ajournement de la réunion. Ce droit à la dissidence ne s'applique pas aux membres qui ont voté en faveur d'une telle action.

Sauf disposition contraire de la loi, toute mesure devant être prise lors d'une réunion du ou des membres, ou toute autre mesure pouvant être prise lors d'une réunion du ou des membres, peut être prise sans réunion si un consentement dans écrit, énonçant les mesures ainsi prises, doit être signé par tous les membres habilités à voter en ce qui concerne le sujet.

Le ou les membres de la Société peuvent participer à toute réunion du ou des membres au moyen d'une conférence téléphonique ou d'une communication similaire si toutes les personnes participant à cette réunion peuvent s'entendre pendant toute la discussion sur les questions soumises au vote. La participation à une réunion en vertu du présent paragraphe vaut présence en personne à cette réunion.

## 12. Cession d'intérêts.

Sauf disposition contraire dans le présent accord, aucun membre ou autre personne détenant des intérêts dans la société ne peut céder, mettre en gage, hypothéquer, transférer ou autrement disposer de tout ou partie de ses intérêts dans la société, y compris, sans s'y limiter, le capital, bénéfices ou distributions de la Société sans le vote unanime du ou des membres dans chaque cas.

Un membre peut céder tout ou partie de l'intérêt de ce membre dans les attributions et les distributions de la Société à l'un des éléments suivants (collectivement les « cessionnaires autorisés ») : toute personne, société, société de personnes ou autre entité à laquelle la Société a autorisé à la cession de cet intérêt dans les attributions et distributions de la Société conformément à l'article 14 de cet accord. Une cession à un cessionnaire autorisé ne donne droit au cessionnaire autorisé qu'aux attributions et distributions auxquelles l'intérêt cédé a droit, sauf si ce cessionnaire autorisé demande son admission dans la Société et est admis dans la Société en tant que Membre conformément au présent Accord.

Le ou les membres conviennent que le ou les membres peuvent se retirer volontairement de la société sans l'approbation, le vote ou le consentement du ou des membres. À moins que la participation du membre qui se retire n'ait été vendue, elle sera transférée au(x) membre(s) restant(s) de la Société au même pourcentage de participation qui existe au moment du retrait. Après avoir été retiré de la Société, le Membre qui se retire sera dégagé sans équivoque de toute responsabilité juridique ou financière liée à la Société, sauf accord contraire.

Une cession, un nantissement, une hypothèque, un transfert ou une autre disposition de tout ou partie de l'intérêt d'un Membre dans la Société ou d'une autre personne détenant un intérêt dans la

cession d'un tel intérêt à une personne ou une entité qui n'est pas membre de la Société ne donnera droit à cette personne ou entité qu'aux attributions et distributions auxquelles l'intérêt cédé donne droit, sauf si cette personne ou entité demande son admission dans la Société et est admis dans la Société en tant que Membre conformément au présent Accord.

Si le membre vendeur ne vend pas cet intérêt dans lesdits cent vingt (120) jours, le membre vendeur ne peut alors pas vendre cet intérêt sans offrir à nouveau cet intérêt aux autres membres conformément au présent accord.

#### 14. Admission de nouveaux membres.

La Société peut admettre de nouveaux membres (ou des cessionnaires de tout intérêt d'un ou plusieurs membres existants) par l'achat ou le transfert de la participation d'un autre membre et un vote pour l'ajout du nouveau membre consistant en un vote unanime des membres en chaque instance.

Comme condition à l'admission d'un nouveau membre, ce membre doit signer et reconnaître les instruments, dans la forme et le fond satisfaisants pour la Société, que la Société peut juger nécessaires ou souhaitables pour effectuer cette admission et pour confirmer l'accord de ce membre à être lié par tous les termes, clauses et conditions du présent accord, car celui-ci peut avoir été modifié. Ce nouveau membre paiera toutes les dépenses raisonnables liées à cette admission, y compris, sans s'y limiter, les honoraires d'avocat raisonnables et le coût de la préparation, du dépôt ou de la publication de tout amendement au présent accord ou aux statuts, que la société peut juger nécessaire ou souhaitable dans le cadre d'une telle admission.

Aucun nouveau membre n'aura droit à une allocation rétroactive de revenus, de pertes ou de déductions de dépenses de la Société. La Société peut répartir au prorata les revenus, les pertes ou les déductions des dépenses d'un nouveau membre pour la partie de l'année d'imposition au cours de laquelle le membre a été admis conformément à l'article 706 (d) du code des impôts et à ses règlements d'application.

En aucun cas, un nouveau Membre ne sera admis dans la Société si une telle admission violerait les lois fédérales ou étatiques applicables sur les valeurs mobilières ou affecterait négativement le traitement de la Société en tant que société de personnes aux fins de l'impôt sur le revenu.

#### 15. Vente de la Société.

La vente de la Société, partielle ou totale, ne sera approuvée qu'à l'unanimité des membres. Tout contrat d'achat présenté à la Société sera examiné dans un délai maximum de quinze (15) jours par le(s) Membre(s) et soumis à un vote dans un délai de sept (7) jours par la suite. Au gré de tout membre, le vote peut être retardé jusqu'à trente (30) jours pour examiner les détails de l'achat.

Si un accord de vente de la Société est approuvé par le(s) Membre(s), alors tous les produits de la vente seront d'abord versés à la dette de la Société, sauf si l'Acheteur accepte une partie ou la totalité de la dette dans le cadre de l'achat. Tous les produits restants seront répartis en fonction du pourcentage de participation de chaque membre dans la société.

#### 16. Événements de retrait.

En cas de décès, de retraite, de retrait, d'expulsion ou de dissolution d'un Membre, ou en cas de faillite ou d'insolvabilité, tel que défini ci-après, à l'égard d'un Membre, ou de survenance de tout autre événement qui met fin à l'adhésion continue de un Membre de la Société en vertu aux Statuts (chacun de ce qui précède ci-après dénommé un "Événement de Retrait"), la Société prendra fin soixante (60) jours après notification au(x) Membre(s) d'un tel Événement de retrait à moins que l'activité de la Société ne soit poursuivie comme ci-après fourni.

laquelle le solde de ces réserves sera distribué comme prévu ; (4) au(x) membre(s) au prorata de leurs comptes de capital respectifs jusqu'à ce que chaque membre ait reçu des distributions en espèces égales à tout solde positif de son compte de capital, conformément aux règles et exigences de Treas. Rég. Article 1.704-1(b)(2)(ii)(b) ; et (5) au(x) membre(s) proportionnellement au pourcentage d'intérêt des membres.

La liquidation doit être complète dans le délai requis par Treas. Rég. Article 1.704-1(b)(2)(ii)(b).

Une fois le plan de distribution respecté, le ou les membres ne seront plus membres et la société signera, reconnaîtra et fera déposer tous les documents ou instruments nécessaires ou appropriés pour prouver la dissolution et la résiliation de la Société conformément aux Statuts.

#### 18. Représentation des membres.

Chacun des Membres déclare, garantit et accepte que le Membre acquiert la participation dans la Société pour son propre compte à des fins d'investissement uniquement et non en vue de sa vente ou de sa distribution ; le Membre, s'il est une personne physique, est majeur ; si le Membre est une organisation, cette organisation est dûment organisée, existe valablement et est en règle en vertu des lois de son État d'organisation et qu'elle a plein pouvoir et autorité pour exécuter le présent Accord et s'acquitter de ses obligations en vertu des présentes ; l'exécution et l'exécution du présent accord par le membre n'entrent pas en conflit avec, et n'entraîneront aucune violation de, toute loi ou toute ordonnance, bref, injonction ou décret d'un tribunal ou d'une autorité gouvernementale contre ou qui lie le membre, ou de tout accord ou instrument auquel le Membre est partie ; et le membre ne doit pas disposer de cet intérêt ou d'une partie de celui-ci d'une manière qui constituerait une violation du Securities Act de 1933, des règles et règlements de la Securities and Exchange Commission, ou toutes les lois, règles ou réglementations applicables de tout État ou d'autres autorités gouvernementales, telles qu'elles peuvent être modifiées.

#### 19. Certificats attestant l'adhésion.

Chaque intérêt de membre dans la Société doit être attesté par un certificat d'adhésion délivré par la Société. Chaque certificat d'adhésion doit indiquer le nom du membre détenant l'intérêt d'adhésion et le pourcentage d'intérêt du membre détenu par le membre, et doit porter la déclaration suivante :

"L'intérêt d'adhésion représenté par ce certificat est soumis et ne peut être transféré que conformément aux dispositions de l'accord d'exploitation d'ECOMSPACES, LLC en date du 23 septembre 2019, comme le même de temps en temps peut être modifié, dont une copie est archivée au siège social de la Société. »

#### 20. Avis.

Tous les avis, demandes, demandes ou autres communications que l'une des parties au présent accord peut désirer ou être tenues de donner en vertu des présentes doivent être faits par écrit et seront réputés avoir été correctement donnés s'ils sont envoyés par courrier ou par courrier recommandé ou certifié, accusé de réception demandé, affranchi, adressé comme suit : (a) s'il s'agit de la Société, à l'établissement principal de la Société désigné par la Société ; et (b) si à un Membre, à l'adresse dudit Membre écrite en premier ci-dessus, ou à toute autre adresse qui peut être désignée par ledit Membre par notification à la Société et aux autres Membres conformément au présent Accord.

#### 21. Arbitrage.

Tout litige, controverse ou réclamation découlant de ou en relation avec le présent accord ou toute violation ou violation alléguée de celui-ci doit, à la demande de toute partie impliquée, être soumis

## Résolution de blocage.

Si une impasse survient à l'égard d'un vote requis sur toute question en vertu du présent accord, y compris, mais sans s'y limiter, les décisions du comité de gestion, les membres et/ou les membres du comité de gestion, selon le cas, doivent exercer leurs efforts respectifs pour sortir de l'impasse. Dans le cas où ladite impasse ne peut être résolue par et parmi les Membres et/ou les membres du Comité de Direction, tout Membre ou membre du Comité de Direction peut notifier les autres Membres ou membres du Comité de Direction, selon le cas, par écrit (le « Avis de résolution d'impasse ») de son intention de sélectionner un tiers neutre pour aider à la résolution d'un tel différend (le « Médiateur »). L'avis de résolution d'impasse doit inclure le nom d'un tiers proposé pour servir de médiateur. Dans les dix (10) jours suivant la remise de l'avis de résolution de l'impasse, les parties destinataires doivent soit accepter la sélection proposée, soit proposer le nom d'un autre médiateur. Dans le cas où les parties destinataires ne sont pas d'accord avec le choix de la partie initiatrice et que la partie initiatrice n'est pas d'accord avec le choix du Médiateur suppléant dans les dix (10) jours, les deux Médiateurs proposés sélectionneront un troisième Médiateur, lequel choix sera contraignant pour les parties. Tous les coûts afférents au processus de résolution de l'impasse seront partagés à parts égales par les membres ou les membres du comité de gestion, selon le cas. Le Médiateur est, par le présent Accord, chargé de mener les enquêtes, enquêtes et/ou conférences qu'il juge raisonnablement nécessaires pour résoudre l'impasse dans les soixante (60) jours suivant la remise de l'Avis de résolution de l'impasse ("Période de résolution de l'impasse"). Les parties à l'impasse coopéreront raisonnablement avec le Médiateur pour effectuer une telle résolution.

**EN FOI DE QUOI**, le(s) Membre(s) ont signé le présent Contrat le 5 juin 2021.

13/06/2021

Date de la signature: \_\_\_\_\_


Nom en lettres moulées : \_\_\_\_\_  
Nicolas Troplent

13/06/2021

Signature : \_\_\_\_\_ Date :

\_\_\_\_\_ Nom en caractères d'imprimerie :

Maire BAVARDAY ROSA

  
Statuts certifiés conformes  
01/12/2022